



Tendance. La clientèle des pays de l'Est (ici à Crans-Montana) a joué un rôle très positif dans les résultats 2005 du secteur bancaire suisse. Les estimations convergent sur l'importance particulière de la Russie.

CLIENTÈLE RUSSE

250 milliards de francs gérés en Suisse

*La place financière attire toujours plus ces nouvelles grandes fortunes.
Les départements dédiés se développent rapidement
dans la plupart des établissements importants.* **JULIE ZAUGG**

Les résultats 2005 sont tombés il y a quelques semaines déjà. De très bons chiffres. Dans la valse des conférences de presse, une nouvelle star est apparue. Rares ont été les établissements à n'avoir pas évoqué le rôle très positif joué par la clientèle des pays de l'Est. Avec mention spéciale pour les

Russes, dont l'économie a été dopée par la flambée des matières premières, pétrole en tête. Les banques ne fournissent pas de chiffres détaillés sur ce point. Mais un rapport publié mi-2005 par HSBC permet de quantifier le phénomène. La part incrémentale des profits pétroliers dans ces régions est estimée à 211 milliards de

dollars pour 2005. En 2025, elle devrait atteindre 333 milliards de dollars. Et une partie non négligeable de ces fonds rejaillit sur les banques privées: 32 milliards en 2005.

Les établissements helvétiques auraient réussi à attirer quelque 200 milliards de dollars provenant de fortunes privées russes, selon une étude

de Merrill Lynch et Cap Gemini. HSBC estime, dans un rapport, qu'UBS, Credit Suisse et Julius Baer arrivent en tête des mieux lotis, suivis de près par les américaines JP Morgan Chase et Merrill Lynch.

La Banque Rothschild a engagé l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder en tant que conseiller pour la Russie. Julius Baer prévoit d'ouvrir prochainement un bureau à Moscou, a indiqué Georges Gagnebin, vice-président du conseil d'administration. Credit Suisse dispose déjà de deux antennes, à Moscou et à Saint-Pétersbourg.

Développement prioritaire

Les conséquences se font largement ressentir à Genève, où les effectifs des départements Russie ont pris l'ascenseur. Celui d'UBS aurait pratiquement doublé, selon une source interne. Julius Baer dédie 8 postes à Genève et presque autant à Zurich à cet effet. UBP entre 8 et 10 à Genève. Cette dernière précise d'ailleurs dans son rapport annuel 2005 qu'elle entend développer prioritairement ses activités, tant du point de vue des investissements que de la gestion privée, sur les marchés des BRICs (Brésil, Russie, Inde, Chine). Du côté d'HSBC – dont le fonds Freestyle BRIC a connu une croissance de 40% en 2005 – Christoph Streule, à la tête du département Europe de l'Est, perçoit un important potentiel de croissance à long terme pour la gestion de fortunes en Russie.

UBS évoque un marché prometteur pour sa croissance. Pour Credit Suisse, il s'agit d'un marché de croissance clé. Enfin, Julius Baer a fait de l'Europe centrale et de l'Est l'un de ses quatre piliers en termes de marchés émergents, avec l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Asie, selon Igor Diakoff, à la tête de l'un des trois teams Europe de l'Est.

Conditions-cadres idéales

Steve Bernard, directeur de la Fondation Genève Place Financière, se réjouit: «Les Russes sont arrivés dès les années 1990, précédés des Américains et des Moyen-Orientaux. Genève n'a pas manqué ces nouvelles clientèles. Les établissements de la place ont réussi à se positionner sur



Les Russes sont arrivés après les Américains et la clientèle du Moyen-Orient. Genève a réussi à capter une part importante de ces nouveaux investisseurs.

STEVE BERNARD /
Fondation Genève Place Financière

ces marchés, à chercher les clients sur place et à faire valoir leurs atouts en matière de services haut de gamme.» Image d'Epinal, la clientèle russe apprécie la ville en raison de son image cosmopolite, de la stabilité de son administration, de la sécurité qui y règne et de l'habitude que les banques y ont de traiter avec des clients étrangers. Steve Bernard poursuit: «Genève est perçue comme une place accueillante et performante.»

La Suisse bénéficie également d'une longue relation avec la Russie. Genève reste la ville qui a marqué la fin de la guerre froide, avec la rencontre Reagan-Gorbatchev en 1985. «Il y a un réel goodwill entre Genève et la Russie.» Sans oublier que la cité abrite une grande partie du négoce de matières premières russes.

Difficile compliance

Des conditions cadre très favorables, mais qui ne font pas tout. Igor Diakoff, de Julius Baer, précise: «Nous sommes partis de zéro pour développer les marchés de l'Europe de l'Est, convertie à l'économie de marché seulement depuis la dissolution de l'URSS. Nous avons recruté – et continuons de recruter – des gestionnaires possédant un réseau local fort.» La banque compte aussi sur ses propres réseaux et les contacts four-

nis par des apporteurs d'affaires et des gestionnaires externes.

Un mode opératoire qui lui assure «une relative tranquillité par rapport à la qualité de cette clientèle et à l'origine des fonds». Sans surprise, la question de la compliance et le respect de la législation antiblanchiment est sur toutes les lèvres lorsque l'on évoque la Russie. Charles Wyplosz, professeur d'économie et ex-conseiller du gouvernement russe, relève: «Il est très difficile de déterminer si les fortunes russes sont d'origine légale. Par exemple, quand les dirigeants de Gazprom (compagnie gazière russe) s'octroient des salaires généreux et viennent placer leur épargne en Suisse, ce n'est pas nécessairement illégal au vu des règles de compliance. Mais le doute est permis. Il est même possible que, d'ici à vingt ans, on se demande ce que les banques suisses faisaient à traiter avec certains Russes.»

Pour les banques, cela implique une surveillance stricte. Hansruedi Huber, membre du comité exécutif d'UBP Genève, détaille: «Nous suivons une procédure assez lourde: un comité interne, qui surveille toutes les ouvertures de compte, se prononce sur la respectabilité du client. Des spécialistes locaux se penchent ensuite sur son background.»

Christoph Streule, d'HSBC, note: «Sur le marché russe, il est très important de connaître l'historique du client et la manière dont on y fait des affaires.» La banque a ainsi mis sur pied son propre département de compliance, doté de collaborateurs rompus à la culture, l'environnement économique et la situation politique du pays.

Pour UBS et Credit Suisse, la Russie ne fait pas figure d'exception. Les règles de compliance, très strictes, sont appliquées de la même façon à chaque client, dans le monde entier. Une autre contrainte pour les acteurs en rapport avec la clientèle des pays de l'Est est de répondre à ses désirs spécifiques. Hansruedi Huber souligne: «Les Russes sont relativement conservateurs. Ils souhaitent surtout investir dans le court terme sur le marché monétaire et sollicitent les obligations de qualité. Ainsi que des titres russes.»

Une particularité que l'on retrouve chez Julius Baer: «Ils privilégient la protection du capital investi tout en souhaitant des rendements supérieurs aux taux du marché.»

Compétences spécifiques

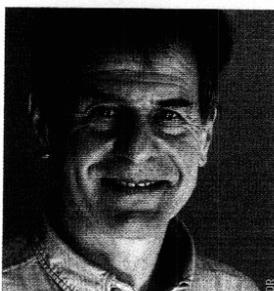
L'arrivée d'avares russes dans les établissements genevois fait également le bonheur des employés qui disposent de compétences spécifiques. Pascal Brechbühler, conseiller en personnel à l'agence Necstep, spécialisée dans la recherche de cadres bancaires, confirme: «Les opportunités ne manquent pas pour ceux qui ont des connexions dans des régions où il n'est pas aisé pour les banques de s'insérer, comme l'Asie centrale ou la Russie.»

La maîtrise de la langue russe, comme l'arabe ou l'hindi, fait aussi partie des qualités toujours plus appréciées par les recruteurs. Thierry de Preux, vice-président de l'agence Korn/Ferry International, appuie: «Aujourd'hui, les banques recherchent activement des gestionnaires de fortune qui ont l'habitude de la clientèle russe, qui parlent leur langue et qui voyagent souvent dans ces régions.»

Mais, face à ces exigences, la pénurie de personnel qualifié pointe. Pascal Brechbühler confirme: «Il y a un problème de permis de travail. Les permis B délivrés aux ressortissants hors Union européenne sont réservés aux spécialistes ou aux scientifiques. Et leur nombre est limité... certainement à moins d'une centaine par année pour le canton de Genève.»

«La Russie est si peu propice à l'investissement»

Interview de Charles Wyplosz, professeur d'économie à l'Institut de hautes études internationales et ancien conseiller du gouvernement russe (1993-1997).



fonds. Ils cherchent alors à mettre leur argent en sécurité à l'étranger.

Pourquoi choisissent-ils Genève?

La place financière suisse a une solide réputation en matière de sécurité. Une grande partie du trading de matières premières se passe à Genève. Les Russes y sont très présents. Ils le sont également à Chypre, pour des raisons de proximité géographique et de tradition.

Le phénomène peut-il durer?

Les cours des matières premières, qui nourrissent pour l'heure la sortie des capitaux russes du pays, ne vont pas se maintenir indéfiniment. En revanche, le manque de confiance des entrepreneurs dans la situation institutionnelle du pays est un phénomène plus durable. La Russie n'est pas encore parvenue à stabiliser son économie en dehors des matières premières. Comme tous les pays en développement qui réalisent une grande partie de leur revenu grâce aux produits naturels (Nigeria, Venezuela), la corruption s'est vite répandue. Il faudra attendre un changement au niveau politique pour voir les choses évoluer.

Quelle est la particularité de la Russie par rapport à d'autres pays émergents comme la Chine ou l'Inde?

L'économie russe dépend entièrement des matières premières. Et les richesses sont entre les mains d'un très petit nombre de gens. C'est moins le cas en Chine ou en Inde. «

Comment expliquer l'afflux de capitaux russes en Suisse?

La croissance de la Russie s'est accélérée avec la montée des prix des matières premières, notamment du pétrole. Les entreprises russes ont réalisé des profits considérables, qu'elles n'ont que peu investi sur place.

Pourquoi cela?

Le pays n'est pas propice à l'investissement: la corruption et les expropriations y sont fréquentes. L'Etat a renationalisé une bonne partie de ses activités. La séparation entre l'économie publique et les activités privées n'est pas très nette. Pire, le droit à la propriété est loin d'être garanti. Comme l'ont récemment rappelé l'affaire Ioukos et le sort de Mikhaïl Khodorkovski. Ce type d'événement est un signal puissant qui incite les

entrepreneurs russes à ne pas traîner sur place. Surtout, à ne pas y maintenir leurs



LA FLAMBÉE RUSSE

- La croissance du PIB a atteint **5,5%** en 2005 et devrait encore s'élever à **5,2%** en 2006.
- La Bourse RTSS de Moscou a pris **43,5%** sur cinq mois.
- La Russie a récemment pu effacer une dette de **3,3 milliards** de dollars auprès du FMI grâce à ses gains pétroliers.
- Le PIB par habitant est passé de **4086,6** dollars en 2004 à **5458,7** en 2005.
- L'excédent de la balance commerciale extérieure totalisait **126 milliards** de dollars fin 2005.